

DES IDÉES, DE L'IMPACT

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2017/2018



Une initiative de la Caisse des Dépôts et
de l'Agence Française de Développement

SOMMAIRE

ÉDITO

Pierre Ducret
et Benoit Leguet

QUE FAISONS NOUS ?

INFORMER

6

PROPOSER

9

FAIRE DIALOGUER

12

QUI SOMMES NOUS ?

Notre gouvernance

16

Notre budget

17

Notre équipe

18

I4CE c'est :

25 
Collaborateurs
engagés

+40 
Événements par an

+40 
Publications par an

+3000 
Followers sur Twitter

+6000
Abonnés
à la newsletter 

ÉDITORIAL

par Pierre Ducret², Président de I4CE
et Benoit Leguet¹, Directeur général de I4CE



“ ÊTRE UN THINK TANK, C’EST CONTRIBUER ACTIVEMENT AU DÉBAT PUBLIC ”

DEPUIS QUINZE ANS, les chercheurs de I4CE ont développé une expertise de grande qualité sur les défis économiques d’un monde neutre en carbone et résilient aux changements climatiques. Ils sont reconnus pour la rigueur de leurs analyses. Mais l’expertise, aussi pointue soit-elle, n’est pas suffisante.

Etre un think tank, c’est non seulement produire de l’expertise mais aussi s’assurer qu’elle réponde aux questions que les décideurs se posent ou devraient se poser. C’est la communiquer efficacement aux acteurs du changement dans les territoires, les ministères, les instances internationales, les entreprises. C’est contribuer activement au débat public.

Pour cela, nous avons développé une panoplie de modes d’actions complémentaires. **NOUS APPORTONS LES INFORMATIONS**, les données nécessaires à la délibération collective et qui pourtant manquent cruellement. Combien investissons-nous chaque année dans la transition énergétique ? Quels sont les prix du carbone dans les pays à travers le monde ? Comment ces pays utilisent-ils les revenus générés ? Nous produisons ces informations et les versions au débat, en France et à l’étranger.

NOUS SOMMES FORCE DE PROPOSITION pour améliorer les politiques publiques. Lors des négociations sur la réforme du marché carbone européen en 2017 et 2018, nous avons ainsi organisé cinq événements, de Paris à Bruxelles, pour discuter nos recommandations avec plus de 250 participants, et les avons aussi présentées dans une dizaine de conférences à toutes les parties prenantes. Nos chercheurs analysent également les défis du secteur privé, par exemple la prise en compte du risque climat par les acteurs financiers, et proposent des solutions, des outils, des méthodes pour les relever.



■ ■ ■ **NOUS CRÉONS DES LIEUX DE DIALOGUE.** Des lieux de controverses parfois mais aussi – surtout – d’échange d’expériences et d’informations. A l’image de nos trois clubs climat axés sur la transition dans les territoires. Ou de l’Initiative Climate Action in Financial Institutions, dont I4CE assure le secrétariat pour permettre à plus de quarante banques de développe-

ment et privées de partager leurs expériences d’intégration de l’enjeu climatique dans leurs décisions d’investissement.

Informers, proposer, faire dialoguer. Cela ne suffit pas à rendre compte de la richesse des modes d’action de I4CE, qui organise aussi des formations climat dans les territoires français, au Maroc, en Tunisie ; ou qui devient un do-tank lorsqu’il développe un label de qualité pour la compensation volontaire. Mais cela illustre notre préoccupation quotidienne :

AVOIR DE L’IMPACT. ■



Nos domaines d’expertises



QUE FAISONS NOUS ?

3 EXEMPLES QUI ILLUSTRONT NOS MODES D’ACTION



INFORMER

La transparence sur les investissements climat

point de vue de HADRIEN HAINAUT
Chef de projet Investissement de I4CE

Quand nous avons lancé la première édition de notre Panorama des financements climat, il y a 5 ans, nous sommes partis d'un constat simple : tout le monde parlait des milliards d'euros qu'il faut investir pour changer notre modèle énergétique, mais il était très difficile de savoir combien nous investissions déjà chaque année. Et donc de connaître le déficit d'investissement, de voir s'il se réduit ou s'il augmente. Les données sur les investissements des ménages pour rénover leurs logements, ceux des

industriels dans l'éolien ou le solaire, ou encore des collectivités locales dans les transports en commun, étaient éparpillées voire inexistantes.

Et il était encore plus difficile de savoir d'où venait l'argent investi : combien vient des ménages, d'aides publiques, de prêts bancaires, d'obligations émises sur les marchés financiers ?

Savoir combien nous investissons et comment ces investissements sont financés, être capable de mesurer les évolutions annuelles est pourtant

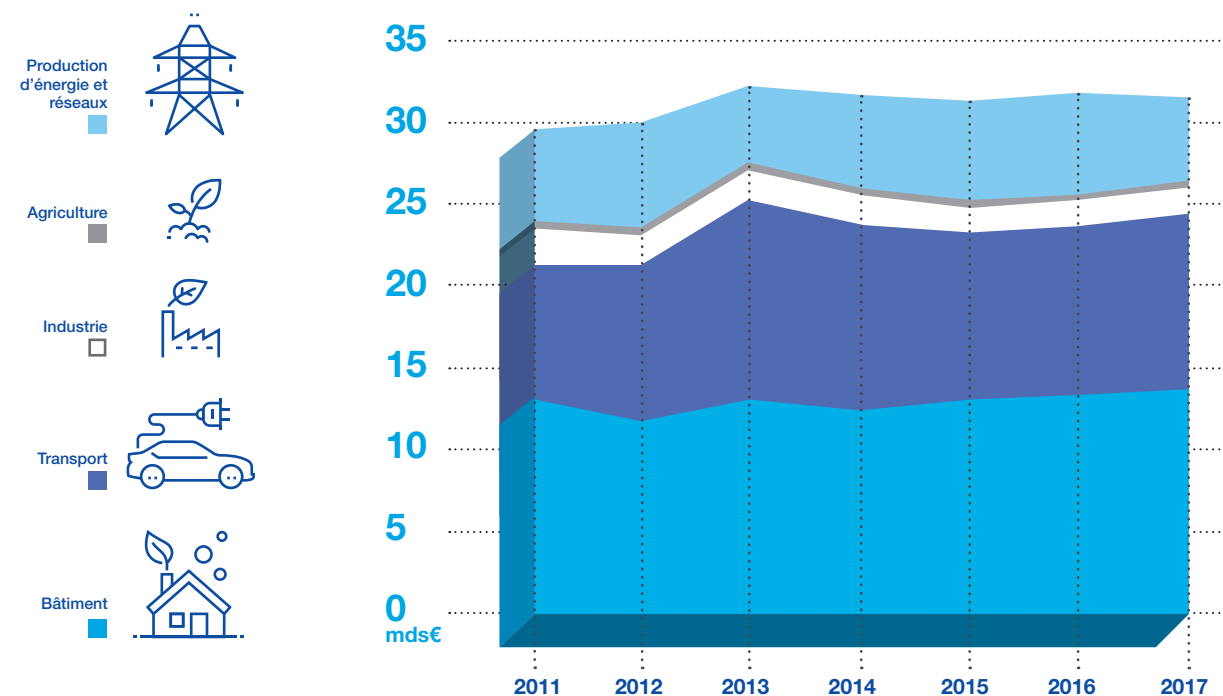
indispensable à un débat public transparent et de qualité. Avec notre Panorama, nous avons voulu apporter ces informations cruciales.

Aujourd'hui, les résultats du Panorama sont mis à jour chaque année, et présentés dans une vingtaine d'événements, notamment à l'Assemblée nationale et dans de nombreux cabinets ministériels. Ils alimentent le projet de Loi de finance et servent de base de discussion pour l'élaboration des budgets publics.



Les investissements en faveur du climat en France

(en milliards d'euros)



De nombreuses améliorations restent à apporter à notre Panorama, sur lesquelles nous travaillons.

À commencer par un meilleur suivi des investissements dans la transition agroécologique, ou un suivi des investissements qui vont à l'encontre de la décarbonation profonde de l'économie française. Mais nous nous tournons aussi vers l'Europe et le monde, du Maroc à la Colombie, pour apporter notre expertise aux pays qui veulent, eux aussi, documenter leurs investissements favorables au climat.

32 mds€ sont investis chaque année en France en faveur du climat. Un chiffre relativement stable depuis plusieurs années.



de **20 à 40** milliard d'euros, c'est l'écart entre les investissements réalisés et les besoins identifiés.



13 mds€ sont investis dans la rénovation énergétique des bâtiments, principalement par les ménages. Un chiffre en hausse constante depuis 4 ans.



55% des financements sont « conduits » par les pouvoirs publics, que ce soit en tant qu'investisseur ou via des aides et des prêts aux ménages et entreprises.



Ils témoignent



Une opportunité précieuse pour dialoguer avec les autres parties prenantes

Arnaud Leroy,

Président de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie

“

Le Panorama des financements climat de l'ADEME nous apporte une vision globale des dynamiques d'investissement en France et des efforts qui restent à déployer pour réaliser la transition énergétique. Complémentaire des exercices d'évaluations macroéconomiques de

l'ADEME, il nous aide à identifier les secteurs dans lesquels nous devons intensifier nos efforts et à évaluer l'efficacité de notre action. Cet état des lieux riche et transparent est également une opportunité précieuse pour dialoguer avec les autres organismes publics, les entreprises et les financiers.

Des données qui éclairent notre travail législatif

Matthieu Orphelin,
Député de Maine-et-Loire



“

Un tel état des lieux était attendu depuis longtemps par les parlementaires : il nous permet de déterminer les efforts qui restent à effectuer sur les investissements climat. Le dernier Panorama de l'ADEME a notamment mis en exergue un écart révélateur de 20 à 40 milliards d'euros entre les investissements réalisés et les besoins estimés.

Ces données précises sont parlantes et faciles à exploiter pour éclairer notre réflexion dans le cadre de notre travail législatif, et en particulier la préparation du budget, et appuyer nos propositions en matière de fiscalité écologique, de niches fiscales sur les carburants ou encore sur les certificats d'économie d'énergie.

Des informations indispensables à notre travail de plaidoyer

Morgane Créach, Directrice du Réseau Action Climat

“

Le Panorama est un outil précieux pour le Réseau Action Climat et nos trente associations membres. Nous n'avons ni le temps ni les ressources en interne pour réaliser un tel suivi des financements, qui est pourtant essentiel à notre travail de plaidoyer pour accélérer la mise en place des politiques publiques de lutte contre le dérèglement climatique. l'ADEME nous donne accès à ces informations indispensables, et est même venu présenter à deux reprises les résultats et la méthodologie du panorama aux associations du réseau.



PROPOSER

La mobilisation des acteurs financiers

point de vue de MORGANE NICOL
Directrice des programmes de l'ADEME

L'Accord de Paris et le One Planet Summit de 2017 ont mis sur le devant de la scène l'importance de la finance pour opérer la transition climatique. Que ce soit pour réorienter ses flux vers les investissements bas carbone, pour influencer les choix des entreprises ou anticiper les risques que font peser sur lui le changement climatique, le système financier doit opérer une véritable mutation. Et l'ADEME a fait le choix dès 2012 de proposer des solutions aux acteurs publics et privés de cette mutation.

L'année dernière, nos analyses des « obligations vertes » ont ainsi montré les vertus de cet instrument, mais aussi ses limites pour augmenter sur le terrain les financements climat.

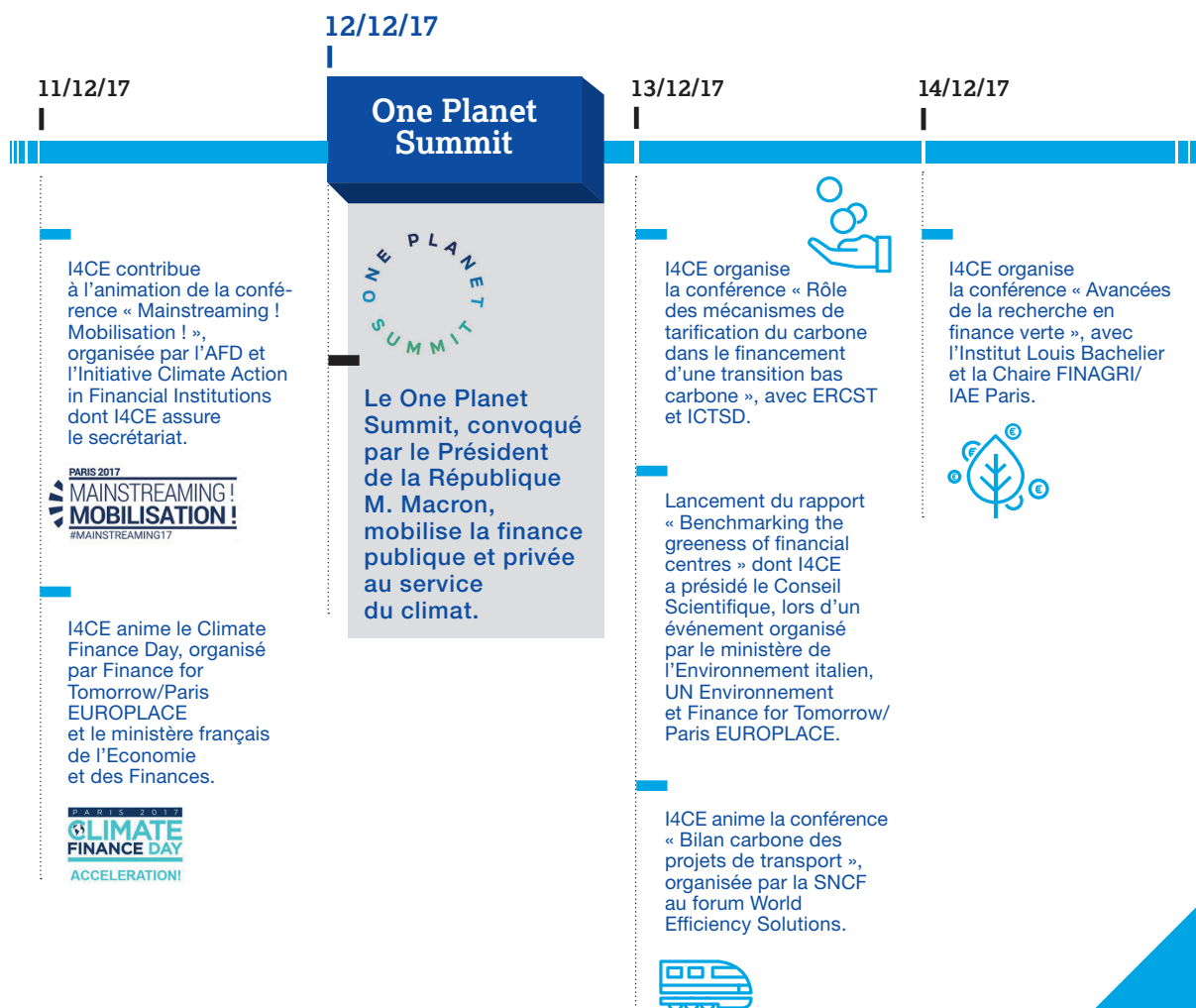
Elles ont conduit à une série de recommandations visant à garantir la qualité environnementale des obligations vertes, qui ont été discutées avec des parties prenantes lors d'ateliers organisés avec la Banque Européenne d'Investissement et le WWF, et portées à Bruxelles pour préparer le Plan d'Action de la Commission sur la finance durable.

Par ailleurs, pour muter, les acteurs financiers doivent mieux prendre en compte les risques climatiques. Et en particulier les risques physiques liés aux impacts du changement climatique.

C'est pourquoi l'ADEME – avec d'autres think tanks européens – va désormais collaborer avec une vingtaine d'acteurs privés pour les aider à mesurer leur exposition à ces risques. Leur question n'est plus « pourquoi les prendre en compte », mais « comment le faire ? ». Alors nous le faisons, avec eux.

« I4CE a fait le choix, dès 2012, de proposer des solutions aux acteurs publics et privés de la mutation du système financier »

★ I4CE, acteur du One Planet Summit



Ils témoignent



Une compréhension très utile du potentiel de développement de la finance verte

Jean Boissinot,
Directeur de la stabilité financière,
direction générale du Trésor



Une expertise et un regard critique indispensables pour l'ambition de la place de Paris

Philippe Zaouati,
Directeur général de Mirova et Président
de Finance for Tomorrow

“ Spécialiste reconnu des enjeux de tarification du carbone, I4CE est devenu ces dernières années un acteur clé de la finance climat. Il apporte une expertise pointue et un regard critique sur la finance climat et ses évolutions, dont Mirova - en tant qu'asset

manager engagé pour le développement durable - a besoin. Une expertise et un regard critique qui sont aussi indispensables aux activités de Finance For Tomorrow, pour augmenter le niveau d'ambition générale de la place de Paris sur la finance durable.

“ I4CE est l'un des points de rencontres importants pour la transition bas-carbone : fort d'une connaissance fine des enjeux techniques et économiques, l'institut permet, depuis quelques années, de mieux appréhender et quantifier le financement des investissements liés à cette transition. Son expertise lui confère une compréhension très utile

du potentiel de développement de la finance verte, et la capacité de nouer des relations avec les acteurs financiers. Ces derniers trouveront avec I4CE des réponses à leurs interrogations, et les moyens d'approfondir de nouvelles dimensions, telles que l'analyse des risques liés au changement climatique.



I4CE nous aide à entrevoir le chemin qui nous reste à parcourir

Marine de Bazelaire, Directrice développement durable, HSBC France

“ La responsabilité qui nous incombe, en tant qu'institution financière globale, est de financer le monde de demain. Cela ne saurait se faire sans une compréhension fine de la réalité des enjeux climats, démographiques, technologiques et des politiques qui s'y rattachent. Les travaux remarquables de I4CE dédiés à la finance climat nous aident tant à nous benchmarker qu'à affiner notre compréhension des imperfections de nos dispositifs et à entrevoir le reste du chemin à parcourir. Ce sont autant de marqueurs qui nous aident à progresser dans nos engagements.



FAIRE DIALOGUER

Des clubs au service des territoires

point de vue de CLAUDINE FOUCHEROT,
Chef de projet Territoires de I4CE

Dans les territoires, nombreuses sont les personnes qui agissent concrètement, jour après jour, pour faire avancer la transition climatique.

À l'image des élus et des aménageurs qui veulent adapter leurs projets urbains au réchauffement climatique. Ou des forestiers et des éleveurs qui veulent mesurer la contribution de leurs pratiques innovantes à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, pour ensuite les valoriser grâce à des outils de

financement innovants. Mais le constat que nous avons fait, depuis déjà 10 ans, est que ces acteurs de terrain manquent de lieux où partager leurs expériences, leurs succès et leurs difficultés. Ils manquent de lieux où rencontrer des chercheurs. De lieux où se tenir informés de l'actualité des politiques publiques sur le climat, en France, dans l'Union européenne ou à l'échelle internationale.

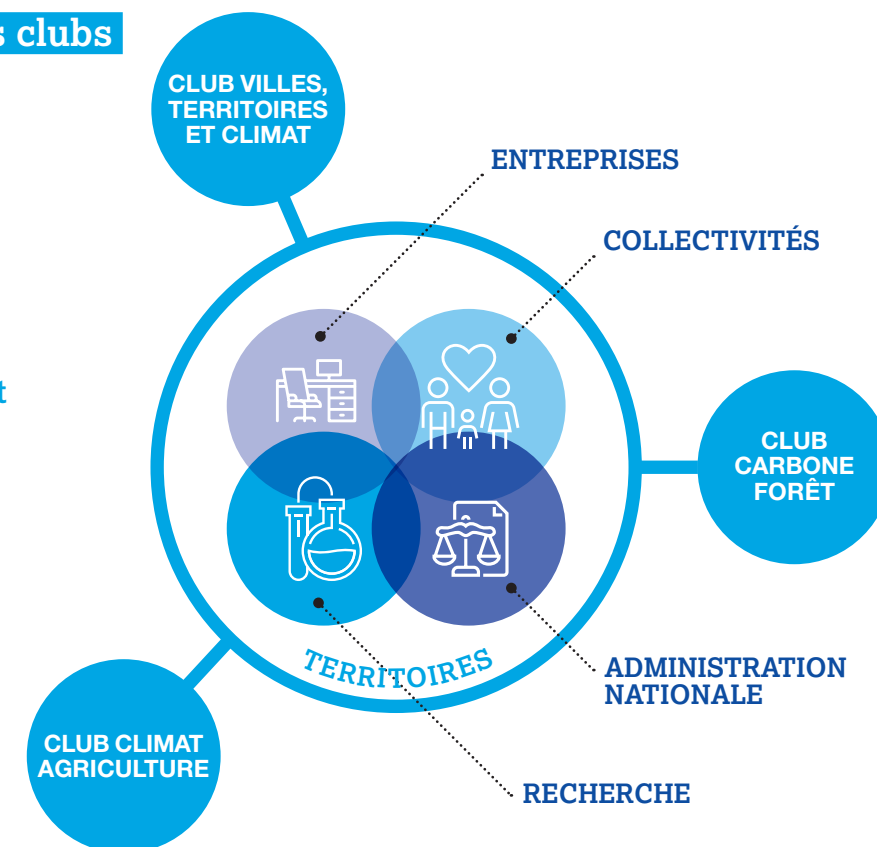
C'est pourquoi I4CE a créé trois clubs – sur les villes, la forêt et

l'agriculture – qui sont autant de lieux d'échange et de franc-parler entre acteurs venant de tout horizon. 250 acteurs désireux de monter en compétences et de mutualiser leurs connaissances ; de comprendre les évolutions réglementaires et leurs impacts pour leur secteur ; d'identifier de nouveaux moyens d'action et outils de financement. Ces clubs, qui se réunissent chacun au moins deux fois par an et qu'I4CE nourrit par des dossiers de veille et d'analyse, sont aussi pour nous des incubateurs de



Les membres des clubs

En 2017, nos différents clubs se sont réunis à sept reprises et ont mobilisé 250 participants issus de plus de 90 institutions.



projets. C'est dans ces clubs par exemple que nous avons entendu la demande de nombreux acteurs de créer un système de certification des réductions d'émissions dans les secteurs agricole et forestier.

Un système que nous avons donc construit, avec plusieurs partenaires, et qui va conduire dans les mois à venir à l'adoption par la France de son label bas carbone.

25

collectivités et institutions publiques locales



17

organismes de recherche



40

entreprises, coopératives et institutions interprofessionnelles



12

institutions publiques nationales.



Ils témoignent



Des lieux d'échange nécessaires pour construire des solutions

Alice Peyrard,

Directrice Engagement Climat de VEOLIA

“

Grand cycle de l'eau et économie circulaire, chaleur et efficacité énergétique : ces enjeux sont au cœur de l'activité de Veolia et nécessitent des lieux d'échange pour construire des solutions. C'est pourquoi Veolia est partenaire des clubs Villes et Forêt de I4CE, qui sont des lieux d'information, d'échange autour d'initiatives locales et nationales, ou

encore de création d'outils expérimentaux comme le Label Bas-Carbone. A l'avenir, nous espérons qu'ils deviendront des lieux de référence pour renforcer la capacité d'ingénierie financière des acteurs non étatiques, et faciliter leur accès à la finance verte sur laquelle I4CE a une expertise reconnue en France et à l'international.

Un club pour créer des outils économiques nouveaux

Mélanie Decamps,
GIP Massif central



“

Notre groupement d'intérêt public, qui associe les six régions du Massif Central, soutient la filière-bois et développe les paiements pour services environnementaux. C'est pourquoi nous avons adhéré au Club Forêt de I4CE, qui permet de partager les connaissances nouvelles et les enjeux actuels liés à la valorisation

économique du carbone forestier. La mise en réseau et le partage d'expérience dans le club nous permettent également d'avancer avec les autres parties prenantes vers la création d'outils économiques nouveaux, comme le Label Bas Carbone dont nous sommes partenaires avec I4CE.

Des analyses essentielles pour amplifier nos actions

Léonard Jarrige, Chambres d'agriculture France

“

Le Club Climat Agriculture, que nous avons créé avec I4CE et l'INRA en 2012, apporte à notre réseau des éléments techniques et économiques essentiels pour amplifier nos actions pour la prise en compte du climat en agriculture. Il nous permet de partager les avancées des structures agricoles sur cet enjeu d'avenir, de bénéficier d'une veille, et d'impulser des collaborations pour développer sur le terrain des projets innovants. A l'occasion de la révision de la PAC, le croisement des expertises au sein du Club nous permettra d'être force de proposition pour mieux intégrer les services environnementaux rendus par les activités agricoles.

QUI SOMMES NOUS ?

CONSEIL D'ADMINISTRATION

I4CE est une association d'intérêt général, à but non lucratif, fondée par la Caisse des Dépôts et l'Agence Française de Développement.



1
Pierre Ducret
Président du Conseil d'Administration - Conseiller Climat du Groupe Caisse des Dépôts

2
Jean-Michel Beacco
Trésorier du Conseil d'administration - Directeur Général, Institut Louis Bachelier

3
Frédéric Bonnardel
Secrétaire général du conseil d'administration - Chargé de mission auprès de la Directrice de la stratégie, Caisse des dépôts

4
Mohammed Hafnaoui
Directeur général délégué, CDG Développement, Groupe Caisse de Dépôt et de Gestion Maroc

5
Patrick Jolivet
Chef Adjoint du Service Economie et Prospective, Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Energie

6
Rima Le Coguic
Directrice Transitions énergétique et numérique, Agence Française de Développement

7
Mihoub Mezouaghi
Directeur Adjoint de l'innovation et de la recherche, Agence Française de Développement

8
Damien Navizet
Chef de la Division Climat, Agence Française de Développement

9
Joel Prohin
Directeur du pôle de gestion des portefeuilles, Caisse des Dépôts

CHIFFRES CLÉS

“

Afin de promouvoir l'économie et la finance climat, la CDG a rejoint en 2017 la CDC, l'AFD et l'ADEME parmi les grands mécènes du think tank I4CE. Nous sommes heureux de contribuer à l'internationalisation de ce think tank, dont les méthodes et les domaines d'étude présentent un grand intérêt pour les décideurs publics et privés du Maroc et de l'Afrique”

Abdellatif Zaghnoun
Directeur général de la Caisse des Dépôts et Gestion du Maroc

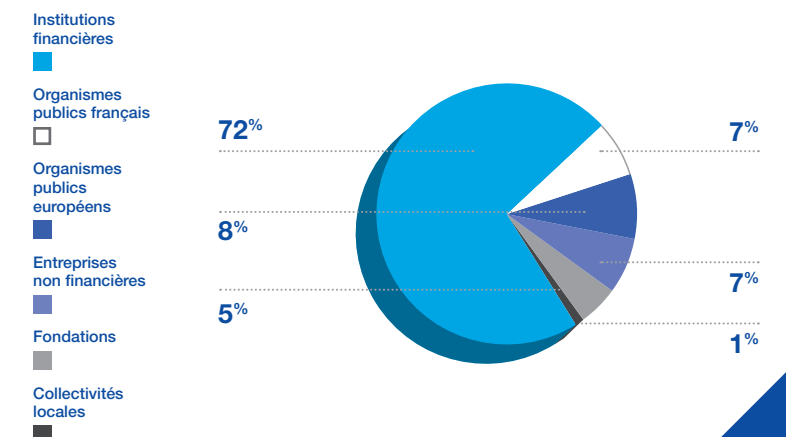
59 
partenaires financiers, dont 11 institutions financières, 8 collectivités territoriales, 31 entreprises, 14 organismes publics européens et 17 français.

65%
des financements en core funding, pour explorer des sujets d'intérêt général

2,8 €
millions d'euros de budget


Transparence budgétaire et charte de déontologie
En savoir plus : www.i4ce.org

Répartition des financements par organismes



Notre équipe



Lisa BIERMANN
Chargée de recherche
Finance



Cécile BORDIER
Chef de projet Territoires



Malika BOUMAZA
Responsable Partenariats



Clément BULTHEEL
Chargé de recherche -
Tarification du carbone



Michel CARDONA
Conseiller sénior Finance



Ian COCHRAN
Conseiller sénior
Investissement



Damien DEMAILLY
Directeur de la stratégie
et de la communication



Vivian DEPOUES
Chargé de recherche
Territoires



Jason DESCHAMPS
Chargé de recherche
Investissements



Marion DUPONT
Responsable Ingénierie
pédagogique



Julie EVAIN
Chargée de recherche
Finance



Claudine FOUCHEROT
Chef de projet Territoires



Julia GRIMAUT
Chef de projet Territoires



Hadrien HAINAUT
Chef de projet
Investissements



Romain HUBERT
Chargé de recherche Finance



Benoît LEGUET
Directeur général



Clément MÉTIVIER
Chargé de recherche
Tarification du carbone



Simon MORBOIS
Directeur administratif
et financier



Morgane NICOL
Directrice des programmes



Alice PAUTHIER
Chargée de recherche
Finance



**Jessica PEREIRA DA
COSTA** Coordinatrice
évènementiel et assistante
administrative



Eva PILAT
Chargée de communication



Sebastien POSTIC
Chef de projet Tarification
du carbone



Lucile ROGISSART
Chargée de recherche
Territoires



Charlotte VAILLES
Chef de projet Tarification
du carbone



24 avenue Marceau
75008 Paris
Suivez-nous sur Twitter @I4CE_—
contact@i4ce.org